



Direction Départementale des Territoires

Nyons, le 16 novembre 2018

COMMUNE de LA BAUME DE TRANSIT
RÉVISION AVEC EXAMEN CONJOINT
DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Approbation de la révision avec examen conjoint

Objet : Caractère exécutoire de l'acteNature et date de l'acte : Délibération d'approbation du 28 juin 2018Date de transmission au Préfet : 09 juillet 2018Mesures de publicité :

- Affichage en mairie : du 29 juin au 31 août 2018
- Insertion dans la presse : 12 juillet 2018

Contrôle de légalité :

- Date de la lettre au maire :
- Observations :

Date à laquelle la délibération devient exécutoire**09/08/18**

Pour le directeur départemental des territoires,
Le Chef de l'unité territoriale,

Christophe BONAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA BAUME DE TRANSIT

Nombre de conseillers en exercice : 14

Nombre de conseillers présents :10

Nombre de conseillers votants :12

L'AN DEUX MIL DIX HUIT LE 28 JUIN A 20 H 00

Le conseil municipal de la commune de LA BAUME DE TRANSIT, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis GAUDIBERT, Maire.

Date de convocation des membres du conseil municipal : le 21 JUIN 2018.

PRESENTS : Mr le Maire, Mrs Cloche, Reynaud, Roig, Mme Ranc, Mr Rouby, Mmes Gambetti, Paillard, Gordillo, Mr Gachon.

ABSENTS : Mme Boureghda, donne procuration à Mme Paillard.
Mr Escoffier, donne procuration à Mr Gaudibert
Mrs Martinat et Guénard

Secrétaire de séance : Mme Gambetti Pascale

Objet : approbation du projet de révision avec examen conjoint n°1 du plan local d'urbanisme.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L123-1 à L123-19 et R123-1 à R123-33 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L103-2 à L103-6, L104-1 à L104-3, L151-1 à L153-30, R151-1 2°, R104-28 à R104-33, R151-1 à R151-53 et R152-1 à R153-21 ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé par le conseil municipal le **01 AOUT 2013** ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du **16 NOVEMBRE 2015** prescrivant la révision avec examen conjoint du PLU et définissant les modalités de la concertation en application de l'article L103-3 du code de l'urbanisme ;

Vu l'avis tacite de la mission régionale de l'autorité environnementale,

Vu la délibération du conseil municipal en date du **26 MARS 2018** tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision avec examen conjoint du PLU ;

Vu l'arrêté municipal en date du **06 AVRIL 2018** prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de révision avec examen du PLU ;

Vu le compte-rendu de la réunion au cours de laquelle a été effectué un examen conjoint du projet de révision du PLU par l'Etat et les personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 à L132-9 du code de l'urbanisme ;

Vu les avis des personnes publiques consultées au cours de la révision avec examen conjoint du PLU ;

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du **03 MAI 2018 au 04 JUIN 2018**, le rapport et l'avis du commissaire-enquêteur ;

Considérant que le projet de PLU arrêté nécessite des modifications après enquête publique, pour tenir compte du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, des avis émis par les personnes publiques associées ou consultées,

Considérant que ces modifications sont minimales et ne remettent pas en cause l'économie générale du projet,

Considérant que l'ensemble des membres du Conseil Municipal ont disposé de l'intégralité des documents et informations avant et après la concertation

Considérant que le projet de révision avec examen conjoint du PLU tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- décide, conformément à l'article L153-21 du code de l'urbanisme, de modifier le projet de révision avec examen conjoint du PLU soumis à enquête publique sur les points suivants :
- Dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation des zones AUh du Sud Rouvayroles et des Bartras, le nombre de logements attendus dans chacune des zones est désormais mentionné,
 - L'accès de la zone AUh de Rouvayroles Sud sur la R.D.141 a été explicitement reporté dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation et il y a été mentionné que cet accès n'était pas déplaçable.
- décide d'approuver la révision avec examen conjoint du PLU tel qu'elle est annexée à la présente,
- indique que :
- conformément aux articles R153-20 et R153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération **sera affichée pendant un mois en mairie** et le dossier tenu à la disposition du public.
 - Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- Indique que la présente délibération sera exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications et après accomplissement des mesures de publicité.

Le Maire certifie que le compte-rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie Le 09 juillet 2018 et que la convocation du Conseil avait été faite le 21 juin 2018.

Le Maire

Résultat du vote		Pour extrait certifié conforme, A LA BAUME DE TRANST Le 28 JUIN 2018 Le Maire
Pour	11	
Contre	0	
Abstention	1	





LA BAUME DE TRANSIT
LE 17 juillet 2017

ARRETE

Portant mise à jour du plan local d'urbanisme de la commune de LA BAUME DE TRANSIT

Le Maire de la Commune de LA BAUME DE TRANSIT -26-

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-60 et R.153-18 ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-43 et R.151-51 relatifs au contenu des annexes du dossier d'un PLU ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de LA BAUME DE TRANSIT du 01 Août 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'arrêté préfectoral N° 26-2016-11-30-026 du 30-11-2016, instituant des servitudes prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport e matières dangereuses, le plan et la liste des servitudes d'utilité publique du PLU doivent être mis à jour.

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de LA BAUME DE TRANSIT est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe du P.L.U, la liste et le plan des servitudes d'Utilité Publique.

Article 2 : Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la mairie en en Préfecture.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 : Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

FAIT A LA BAUME DE TRANSIT LE 17 JUILLET 2017.

Le Maire,
JL GAUDIBERT



Le pour l'extension a l'annexe au
Plan de date du 17/07/2017

Type	Gestionnaire	Description	Acte	N°	Date	Objet
M	DDT de la Drôme - SEFEN	Le Lez : Servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables	Arrêté préfectoral	5121	02-12-1988	Création
M	DDT de la Drôme - SEFEN	Le Talobre : Servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables	Arrêté préfectoral	5121	02-12-1988	Création
M	DDT de la Drôme - SEFEN	Le Grand Vallat : Servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables	Arrêté préfectoral	5121	02-12-1988	Création
AC1	Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP)	Château (ruines) : Ruines du château de la Baume-de-Transit	Arrêté Interministériel	Inconnu	22-07-1980	Création
AC1	Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP)	Eglise Sainte-Croix : Eglise de la Baume-de-Transit	Arrêté ministériel	Inconnu	09-09-1908	Création
AS1	ARS - Délégation Territoriale Départementale de la Drôme	Protection sanitaire du captage de la Breille	Décret	03-2485	16-06-2003	Création
I1b	Société Trapil - Oléoducs de Défense Commune	Oléoduc de Défense Commune (O.D.C.) / MARSEILLE - LANGRES	Décret	6382	04-02-1963	Modification
I3	GRT Gaz Région Rhône Méditerranée	Antenne de BOLLENE	Autre	Inconnu	18-08-1975	Création
P4b	Direction Départementale des Territoires - Service Aménagement, Territoires et Risques	Plan de Prévention des Risques d'inondation du bassin versant du Lez à La Baume-de-Transit	Arrêté préfectoral	06-6537	18-12-2006	Création
TMD	Société Trapil - Oléoducs de Défense Commune	Servitudes pour la maîtrise des risques autour de l'Oléoduc de Défense Commune	Arrêté préfectoral	26-2016-11-30-026	30-11-2016	Création
TMD	Gaz de France - Services Drôme-Ardèche	Servitudes pour la maîtrise des risques autour de l'ouvrage de GRTgaz ANT. DE PIERRELATTE(BOLLENE)	Arrêté préfectoral	26-2016-11-30-026	30-11-2016	Création





PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Auvergne-Rhône-Alpes

Valence, le 30 NOV. 2016

Unité Interdépartementale 26/07

Affaire suivie par : Christophe Bouilloux
Tél. : 04.75.82.46.46
Fax : 04.75.82.46.49
Courriel : christophe.bouilloux@developpement-
durable.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL n° 26 - 2016 - 11 - 30 - 026

**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques
autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits
chimiques sur la commune de La Baume-de-Transit**

**Le Préfet du département de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 et R.555-31 ;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 10 octobre 2016 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Drôme le 24 novembre 2016 ;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme,

A R R E T E

Article 1^{er} – Objet

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée ⁽¹⁾ au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Nom de la commune : La Baume-de-Transit

Code INSEE : 26033

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par le transporteur

GRTgaz

Immeuble Bora, 6 rue Raoul Nordling

92277 BOIS COLOMBES Cedex

• **Ouvrages traversant la commune**

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
ANTENNE DE PIERRELATTE(BOLLENE)	67,7	150	2192	enterré	50	5	5

• **Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Néant

• **Installations annexes situées sur la commune**

Néant

• **Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Néant

Canalisation de transport d'hydrocarbures propriété de l'État, ayant comme transporteur le Service National des Oléoducs Interalliés, service du MEEM-DGEC, situé Tour Séquoia, place des Carpeaux, 92800 Puteaux et opérée par :

TRAPIL-ODC
22 B route de Demigny
Champforgeuil
CS 30081
71103 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

• **Ouvrages traversant la commune**

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
Noves - Montsegur	69,6	308	3595	enterré	200	15	10

• **Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Néant

• **Installations annexes situées sur la commune**

Néant

• **Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Néant

Article 2 – Nature des servitudes

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3 – Information du transporteur

Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4 – Annexion au plan d'urbanisme

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5 – Notification et publicité

En application du R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera

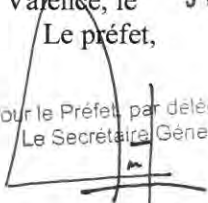
- publié au recueil des actes administratifs
- publié sur le site internet de la préfecture de la Drôme
- adressé au maire de la commune de La Baume-de-Transit.

Article 6 – Délais et voies de recours

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble (2, place de Verdun – BP 1135 – 38002 Grenoble cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Drôme.

Article 7 – Exécution et copie

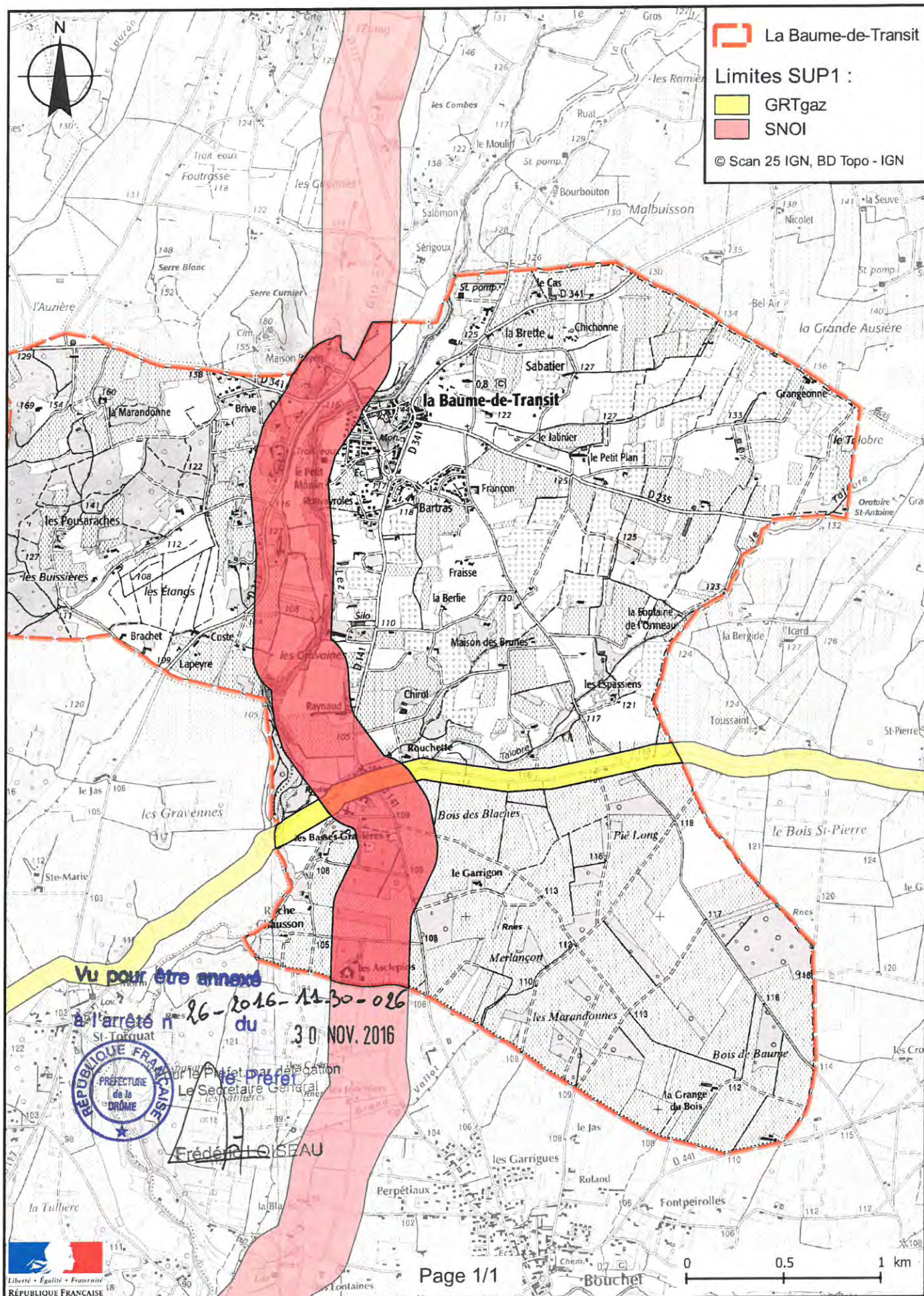
Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire de la commune de La Baume-de-Transit, le directeur départemental des territoires de la Drôme, la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur de GRTgaz et au directeur du Service National des Oléoducs Interalliés.

Valence, le 30 NOV. 2016
Le préfet,
Pour le Préfet par délégation
Le Secrétaire Général

Frédéric LOISEAU

(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- la préfecture de la Drôme
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes
- l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la mairie concernée

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



DDT

→ SATR

AL
CL
SH
1
CE

DDT Drôme - Service Aménagement
du Territoire et Risques

DEPARTEMENT DE LA DROME
COMMUNE DE LA BAUME DE TRANSIT



3 OCT. 2013

ARRETE du MAIRE
DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Portant mise à jour du plan local d'urbanisme de la commune de LA BAUME DE TRANSIT

Le Maire de la commune de LA BAUME DE TRANSIT -Drôme-,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R123-22,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 01 août 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

VU les articles R 211.1 à R 211.8 du Code de l'Urbanisme concernant les Droits de Préemption Urbain,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 05 septembre 2013 instituant un Droit de Préemption Urbain sur la totalité des zones urbaines (zones U) et d'urbanisation future (zone AU),

VU le plan annexé au présent arrêté,

 **COPIE**

ARRETE

Article 1^{er} :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de LA BAUME DE TRANSIT est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, est intégré en annexe au P.L.U, le plan du périmètre du Droit de Préemption Urbain.

Article 2 :

Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

Article 3 :

Le Présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 :

Copie de cet arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

FAIT ET ARRETE A LA BAUME DE TRANSIT LE 09 SEPTEMBRE 2013.

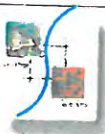
 Pour copie conforme,
Le Maire

Département de la Drôme

LA BAUME DE TRANSIT

Plan Local d'Urbanisme

O- PIECES ADMINISTRATIVES



CROUZET URBANISME
19 Grande rue - 26 130 Saint Paul Trois Châteaux
Tél/Fax : 04 75 96 69 03.
e-mail : crouzet-urbanisme@orange.fr

Approbation

LA BAUME DE TRANSIT

PLAN LOCAL D'URBANISME

PIECES ADMINISTRATIVES

- 1- Délibération du conseil municipal pour PRESCRIPTION de la révision d'un P.L.U le 03.11.2008.**
- 2- Débat du conseil municipal – BILAN DE CONCERTATION
délibération du conseil municipal pour ARRET DU PROJET DE REVISION DU P.L.U le 13.11.2012.**
- 3- Arrêté Mise à l'enquête publique le 22.04.2013**
- 4- Délibération modification après enquête publique le 01.08.2013**
- 5- Délibération APPROBATION révision du P.L.U le 01.08.2013**
- 6- Caractère EXECUTOIRE du P.L.U le 19.09.2013.**

- 4 OCT. 2013

Commune de LA BAUME DE TRANSIT
Révision
du PLAN LOCAL D'URBANISME

Approbation de la révision

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 1 août 2013

Date de transmission au Préfet : 19 août 2013

Mesures de publicité

- Affichage en mairie : 26 août 2013
- Insertion dans la presse : 29 août 2013

Contrôle de légalité

- Date de la lettre au maire :
- Observations :

Date à laquelle la délibération devient exécutoire	19/09/13
--	----------

Pour le Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques
La Responsable du Pôle Aménagement,
par itnérim


Annie LAPAIX

5

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA BAUME DE TRANSIT



Nombre de conseillers en exercice : ---14
Nombre de conseillers présents : - -10
Nombre de conseillers votants : -- 12

Direction Départementale de l'Équipement
de la Drôme

L'AN DEUX MIL TREIZE LE 01 AOUT A 20 H 00

Service SAR-AA

Le conseil municipal de la commune de LA BAUME DE TRANSIT, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jacques BAZZINI, Adjoint au Maire

Date de convocation des membres du conseil municipal : le 25.07.2013

PRESENTS : Mr Bazzini, Mrs Rambaud, Guindon, Mmes Bourdat, Ranc, Boureghda, Mrs Cloche, Martin, Martinat, Roig,

ABSENTS : Excusés : Mme Marturier, Mrs Gaudibert, Paillard, Lapeyre,
Mr Gaudibert donne procuration à Mr Bazzini
Mr Paillard donne procuration à Mr Cloche

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Sylvie BOURDAT.

OBJET : APPROBATION DE LA REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME ET DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Le conseil municipal,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L123-10, R.123-15 et R.123-19;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2224-10 ;

Vu la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,

Vu le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,

VU la délibération du conseil municipal en date du 03 Novembre 2008 prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les modalités de la concertation prévue à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme;

VU le débat du Conseil Municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables en date du 12 mai 2011 ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 13 novembre 2012 arrêtant le projet de P.L.U. et tirant le bilan de concertation;

Vu l'arrêté municipal en date du 22 avril 2013 soumettant le projet de P.L.U. arrêté à l'enquête publique et comprenant les avis des personnes publiques associées ainsi que le zonage assainissement ;

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 05 juillet 2013 ;

Vu le zonage assainissement;

VU la délibération du conseil municipal en date du 01 août 2013 modifiant le projet de P.L.U. arrêté par le Conseil Municipal et comprenant l'avis des personnes publiques associées,

Considérant que les modifications du projet après l'enquête publique ne remettent pas en cause l'économie générale du P. L. U. conformément à l'article L. 123-10 du code de l'urbanisme;

Considérant que le projet de P.L.U. et le zonage assainissement tels qu'ils sont présentés au conseil municipal sont prêts à être approuvés conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme et de la loi sur l'eau,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE d'approuver la révision du Plan Local d'Urbanisme et la révision du zonage assainissement tels qu'ils sont annexés à la présente,

INDIQUE que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme :

- d'un affichage en mairie durant un mois,
- d'une mention insérée en caractères apparents dans (un journal de votre choix) diffusé dans le département de la Drôme,

INDIQUE que le dossier de P.L.U. approuvé est tenu à la disposition du public, conformément à l'article L.123-10 :

- à la mairie de LA BAUME DE TRANSIT aux jours et heures d'ouverture habituels (lundi mardi jeudi et vendredi de 9 H à 12 H et de 14 H à 17 H 30)
- à la préfecture de la Drôme aux heures et jours d'ouverture habituels.

INDIQUE que la présente délibération sera exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet de la Drôme, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications, après accomplissement des mesures de publicité,

La présente délibération, accompagnée du dossier de P.L.U. qui lui est annexé, sera transmise à Monsieur le Préfet,

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.

Pour copie conforme,

Le maire,

Jean-Louis GAUDIBERT

P/O L'Adjoint au Maire
Jacques BAZZINI



[Handwritten signature]

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA BAUME DE TRANSIT



Nombre de conseillers en exercice : ---14
Nombre de conseillers présents : - -10
Nombre de conseillers votants : -- 12

L'AN DEUX MIL TREIZE LE 01 AOUT A 20 H 00

Le conseil municipal de la commune de LA BAUME DE TRANSIT, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jacques BAZZINI, Adjoint au Maire

Date de convocation des membres du conseil municipal : le 25.07.2013

PRESENTS : Mr Bazzini, Mrs Rambaud, Guindon, Mmes Bourdat, Ranc, Boureghda, Mrs Cloche, Martin, Martinat, Roig,

ABSENTS : Excusés : Mme Marturier, Mrs Gaudibert, Paillard, Lapeyre,
Mr Gaudibert donne procuration à Mr Bazzini
Mr Paillard donne procuration à Mr Cloche

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Sylvie BOURDAT.

OBJET : MODIFICATIONS APRES ENQUETE PUBLIQUE DU PROJET DE REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123.10 à L 123.19
- Vu la délibération en date du 03 Novembre 2008 prescrivant la révision du PLU et définissant les modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme,
- Vu le débat du Conseil Municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables en date du 12 mai 2011
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 13 novembre 2012 arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de concertation,
- Vu l'arrêté du maire en date du 22 avril 2013 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées
- vu le rapport de l'enquête publique et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 05 juillet 2013,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

Décide de modifier le projet de PLU soumis à enquête publique sur les points suivants :

1. Rapport de présentation

D'une manière générale, les modifications apportées aux autres pièces du P.L.U. ont été justifiées dans le rapport de présentation. Par ailleurs :

- Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 201 1 201-0033 du 20 juillet 2011 prescrivant la destruction obligatoire de l'ambrosie dans le département de la Drôme ont été mentionnées.

- La zone rouge du PPRI, correspondant à la bande de sécurité, à l'aval du pont de la R.D.141 sur le Lez a été intégrée au plan du zonage du PPRI présent dans le rapport de présentation.

2. PADD

- L'erreur sur la capacité de traitement de la nouvelle station d'épuration a été corrigée (1000 EH remplace 1400 EH).
- Mention a été faite, dans le chapitre relatif aux objectifs démographiques, de la croissance annuelle moyenne 1999-2009.
- La référence à la zone UB1 est remplacée par la référence à la zone UD.

3. OAP

La densité moyenne dans la zone AUh de Rouvayroles est portée de 20 à 25 logements à l'hectare.

4. Règlements graphiques (plans de zonage) :

- La zone AU des Bartras est supprimée (les terrains concernés sont reclassés en zone A).
- Les emprises des secteurs Ah et Nh sont réajustées pour y soustraire les bâtiments techniques agricoles (sauf quant l'intrication avec les habitations l'empêche) et supprimer les parties de secteurs Ah ou Nh correspondant à des terres exploitées. Par ailleurs, deux habitations situées à Pied-long ont été classées en secteur Ah.
- Sont rajoutés à l'inventaire des bâtiments agricoles pouvant changer de destination en application de l'article L123-3-1 du code de l'urbanisme, 3 bâtiments : un à Saint Guéry, un au Gas du Rossignol et un aux Pousaraches (numérotés 8, 9 et 10 dans l'annexe Vf).
- La zone rouge du PPRI, correspondant à la bande de sécurité, à l'aval du pont de la R.D.141 sur le Lez a été intégrée,
- Un sous secteur de la zone UA (UAb) a été créé. Il correspond au faubourg récent de l'entrée Sud du village.

5. Règlement écrit :

- Les coefficients d'occupation des sols (COS) sont supprimés en zones UC et UD.
- La mention suivante a été faite à l'article 7 des dispositions générales du règlement : « Il est rappelé que dans les secteurs classés en Espaces Boisés à Conserver ou à Créer, tout défrichement est strictement interdit par l'article L.130-1 du code de l'urbanisme. Par ailleurs, en dehors des espaces boisés classés, le défrichement reste soumis à autorisation préalable, conformément à l'article L.341-3 du code forestier. »
- Il a été précisé à l'article 9 des dispositions générales du règlement que devra être prise en compte la pièce Vf des annexes « Guide du débroussaillage réglementaire dans le département de la Drôme ».
- Un secteur de la zone UA (UAb) a été créé. Il correspond au faubourg récent de l'entrée Sud du village (les articles UA 6 et UA 7 ont été modifiés pour tenir compte de la morphologie urbaine de ce quartier).
- L'article UA11 a été modifié pour préciser que la pierre apparente ou les matériaux d'aspect similaire à la pierre sont interdits lorsque l'appareillage des murs de façades est destiné à recevoir un enduit. La mention relative à l'autorisation des panneaux photovoltaïque a été supprimée.
- L'article A2, 5e alinéa a été modifié : en début de phrase a été précisé : « le changement de destination au titre du L123-3-1 [...] présentant un intérêt

architectural ou patrimonial... **dès lors que ce changement ne compromet pas l'exploitation agricole** ». (Phrase en gras rajoutée).

- dans les secteurs Ah et Nh, créées en application de l'article L123-1-5-14° a été introduit un pourcentage maximum d'extension des habitations : 33%, (ces 33 % viennent en complément de l'obligation de ne pas dépasser 250 m² de surface de plancher).

6. Annexes :

- L'erreur de numéro de parcelle sur la localisation du Bâtiment 7 a été corrigée dans l'annexe « Vd_Inventaire des bâtiments pouvant changer de destination au titre de l'article L123-3-1 du code de l'urbanisme » : n°388 remplace n°338.
- La liste des Servitudes d'Utilité Publique est modifiée de la manière suivante : la référence au décret du 21/05/1957 est remplacée par la référence au décret du 29/05/1959 (pipeline).

7. Remarques d'ordre technique :

L'ensemble des éléments d'ordre technique, corrections d'erreurs matérielles demandées par les personnes publiques associées a été intégré au dossier d'approbation du P.L.U. Ces remarques ne remettent pas en cause le fond du document.

Demande à M. le Maire de mettre au point le dossier définitif de PLU en vue de son approbation définitive

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.

Pour copie conforme,

Le maire,

Jean-Louis GAUDIBERT

P/O L'Adjoint au Maire
Jacques BAZZINI



17/07/2017



ARRETE

MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE CONJOINTE DU PROJET DE REVISION DU PLAN LOCAL URBANISME ET DE REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT SUR LA COMMUNE DE LA BAUME DE TRANSIT

ARRETE du 22 avril 2013 prescrivant l'enquête publique relative au projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et de révision du zonage d'assainissement de la commune de LA BAUME DE TRANSIT (Drôme).

Le Maire de la commune de LA BAUME DE TRANSIT (Drôme).

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-3 à L 123-19 et R 123-15 à R 123-25 ;

VU le Code Générale des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2224-10 ;

VU le Code de l'Environnement, et le décret modifié et notamment les articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants ;

VU la loi N° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, et le décret modifié n°85-453 du 23 avril 1985 ;

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement pour l'environnement ;

VU le décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;

VU la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 et notamment son article 3 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du Code Général des Collectivités Locales ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du **03 novembre 2008**, prescrivant la révision du plan local d'urbanisme (PLU) fixant les objectifs poursuivis et définissant les modalités de la concertation en application de l'article L 300-2 du Code de l'Urbanisme ;

VU les débats au sein du conseil municipal en date du **12 mai 2011** sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables ;

VU la délibération tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de plan local d'urbanisme en date du **13 novembre 2012** ;

VU les pièces du dossier de révision du Plan Local d'Urbanisme soumis à l'enquête publique et comprenant les avis des personnes publiques consultées, le bilan de la concertation, une notice de présentation non technique du projet ;

VU la délibération du conseil municipal en date du **02 avril 2013** adoptant le projet de zonage d'assainissement ;

VU les pièces relatives au Projet de zonage d'assainissement à soumettre à l'enquête publique ;

VU l'ordonnance en date du **26 mars 2013** de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble désignant Madame Christiane GLAIZAL, chef technicien des services vétérinaires, retraitée, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Madame Corinne BOURGERY, Ingénieur conseil en environnement en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique conjointe.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Il sera procédé à une **enquête publique conjointe** sur les projets de révision du Plan Local d'Urbanisme et de révision du zonage assainissement de la Commune de LA BAUME DE TRANSIT, dont les principales caractéristiques sont :

Pour le P.L.U : à partir de l'analyse du développement récent, de ses spécificités, le projet de P.L.U s'appuie sur les composantes géographiques et socio-économiques de la commune, sur son cadre rural préservé, sa proximité avec des pôles de services et d'emplois importants pour assurer un développement encadré dans le respect de l'identité locale, en diversifiant l'habitat, en soutenant la mixité sociale, dans une logique d'équilibre entre urbanisation nécessaire et préservation des grands enjeux agricoles en environnementaux.

Pour le zonage d'assainissement : le projet redéfinit les modalités d'assainissement (collectif et non collectif) des constructions au regard du projet d'une nouvelle station d'épuration, du niveau de desserte actuel et projeté apporté du réseau d'assainissement et au regard de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif dans les zones constructibles non desservies par le réseau public d'assainissement.

Cette enquête publique conjointe sera ouverte le mardi 21 mai 2013 et se déroulera pendant un mois du 21 mai 2013 au 21 juin 2013 inclus, soit 32 jours.

ARTICLE 2 :

Madame Christiane GLAIZAL, chef technicien des services vétérinaires, retraitée, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire par le Président du Tribunal Administratif de Grenoble, elle sera assistée de Madame Corinne BOURGERY, Ingénieur conseil en environnement désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant par le Tribunal Administratif de Grenoble.

ARTICLE 3 :

Le dossier d'enquête publique conjointe comprend :

Pour la révision du Plan Local d'Urbanisme : le rapport de présentation, PADD, les orientations d'aménagement et de programmation, les règlements, et les annexes auxquelles ont été annexés les avis des personnes publiques consultées ainsi que le bilan de la concertation et une notice de présentation non technique du projet et les délibérations du conseil municipal relatives à son élaboration.

Pour la révision du zonage assainissement : Le rapport du schéma directeur assainissement daté de 2011 avec les études diagnostiques du réseau et le dossier d'enquête publique datant de 2013 comportant les plans de zonage d'assainissement collectif et non collectif et les délibérations du conseil du conseil municipal relatives à son élaboration.

Les pièces du dossier de révision du P.L.U et du dossier de révision du zonage assainissement seront déposées en mairie de LA BAUME DE TRANSIT à la disposition du public pendant toute cette période, aux jours habituels d'ouverture de la mairie dans les conditions définies à l'article 6.

ARTICLE 4 :

Les informations environnementales se rapportant au projet de révision du PLU figurent dans le rapport de présentation. Elles peuvent être consultées en Mairie comme l'ensemble des pièces composant le projet de PLU aux heures et aux jours mentionnés à l'article 6.

ARTICLE 5 :

La note de présentation non technique prévue à l'article L 123-12 du Code de l'environnement est annexée au dossier d'enquête publique de révision du P.L.U.

ARTICLE 6 :

Un registre d'enquête à feuillets non mobiles, codé et paraphé par le commissaire enquêteur, sera ouvert par le Maire, le 21 mai 2013 et tenu à la disposition du public qui pourra y consigner toutes observations suggestions et contre-propositions pendant toute la durée de l'enquête aux jours et heures d'ouverture de la mairie : Lundi - mardi - jeudi - vendredi : de 08 h 30 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 30. Il pourra aussi les adresser par écrit en Mairie de La Baume de Transit à l'attention du Commissaire Enquêteur à l'adresse suivante : Mairie - 2 place du Tricastin 26790 La Baume de Transit. Celui-ci les visera et les annexera au registre d'enquête.

ARTICLE 7 :

Pendant l'enquête, le commissaire enquêteur recevra à la Mairie de La Baume de Transit, 2 place du Tricastin 26790 La Baume de Transit, les déclarations des habitants et intéressés aux dates suivantes :

Mardi 21 mai 2013	de 09 h 00 à 12 h 00.
Lundi 03 juin 2013	de 14 h 30 à 17 h 30.
Jeudi 13 juin 2013	de 09 h 00 à 12 h 00.
Vendredi 21 juin 2013	de 14 h 30 à 17 h 30

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de toute personne en faisant la demande.

ARTICLE 8 :

Par décision motivée, le commissaire enquêteur pourra éventuellement prolonger l'enquête pour une durée maximale de 30 jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête.

ARTICLE 9 :

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai de 8 jours pour remettre au maire un procès verbal de synthèse des observations formulées au cours de l'enquête . Le maire pourra lui faire part de ses observations éventuelles dans un délai de 15 jours.

ARTICLE 10 :

Après la clôture de l'enquête publique, le commissaire enquêteur dispose d'un délai de 30 jours pour transmettre au maire le dossier avec son rapport dans lequel figureront son avis et ses conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du Tribunal Administratif.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture et à la préfecture de la Drôme aux jours et heures habituels d'ouverture pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 11 :

Le Maire transmet une copie du rapport et des conclusions motivées à Monsieur le Préfet de la Drôme.

ARTICLE 12 :

A l'issue de l'enquête, le projet de révision du plan local d'urbanisme et le projet de révision du zonage d'assainissement pourront éventuellement être modifiés pour tenir compte des résultats de l'enquête publique et de la consultation des Personnes Publiques associées. Leur approbation sera soumise pour délibération au Conseil municipal.

ARTICLE 13 :

La personne responsable du projet et Monsieur le Maire de LA BAUME DE TRANSIT.
L'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est le Conseil Municipal de la commune de LA BAUME DE TRANSIT.

ARTICLE 14 :

L'avis au public est publié, par voie d'affichage dans la commune, quinze jours au moins AVANT l'ouverture de l'enquête publique conjointe et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 15 :

Il sera procédé par les soins de la mairie, à l'insertion d'un avis au public d'ouverture d'enquête publique conjointe dans deux journaux diffusés dans le département de la Drôme quinze jours au moins AVANT le début de celle-ci, c'est-à-dire dans les journaux portant au plus tard la date du 06 mai 2013 et à titre de rappel, dans les 8 premiers jours de l'enquête, dans les journaux à paraître entre le 21 mai et le 28 mai 2013.

Les formalités prévues aux articles 14 et 15 seront respectivement justifiées par un exemplaire des journaux et un certificat d'affichage établi par le Maire.

ARTICLE 16 :

Copie du présent arrêté est adressé à : Mr le Préfet de la Drôme, Mr le Président du Tribunal Administratif de Grenoble.

FAIT A LA BAUME DE TRANSIT LE 22 AVRIL 2013.

Le Maire,
GAUDIBERT Jean-Louis



2

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA BAUME DE TRANSIT



Nombre de conseillers en exercice : 14

Nombre de conseillers présents : -----11

Nombre de conseillers votants : -----14

L'AN DEUX MIL DOUZE LE 13 NOVEMBRE A 18 H 15

Le conseil municipal de la commune de LA BAUME DE TRANSIT, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis GAUDIBERT, Maire.

Date de convocation des membres du conseil municipal : le 05.11.2012.

PRESENTS : Mr le Maire, Mrs Bazzini, Guindon, Rambaud, Cloche, Roig, Mmes Bouregghda., Bourdat, Marturier, Mrs Martin, Lapeyre.

ABSENTS : Excusés,

Mr Paillard, donne procuration à Mr Cloche

Mr Martinat, donne procuration à Mr Guindon

Mme Ranc, donne procuration à Mr Gaudibert

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme BOURDAT Sylvie.

Objet :

Délibération d'Arrêt du projet de révision du PLU, tirant le bilan de la concertation.

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les conditions dans lesquelles la révision du Plan Local d'Urbanisme a été réalisée et à quelle étape de la procédure il se situe. Il rappelle également les objectifs poursuivis par la collectivité et qui ont motivé la révision du PLU.

Il explique qu'en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme, doit être tiré le bilan de la concertation qui a été conduite tout au long de l'élaboration du projet de PLU et qu'en application de l'article L 123.9 du même code, ledit projet doit être arrêté par délibération du conseil municipal et communiqué pour avis aux personnes mentionnées aux articles L 123.6 et L 121.4 du code de l'urbanisme.

Il précise que les orientations générales du projet d'aménagement et de développements durables ont donné lieu, conformément aux articles L123-9 et L 123.1, à un débat au sein du conseil municipal.

Il expose le bilan de la concertation (voir bilan de la concertation annexé à la présente délibération)

Vu la délibération en date du **03 NOVEMBRE 2008** prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme,

Vu le débat au sein du conseil municipal en date du **12 MAI 2011** sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables,

Vu le bilan de la concertation,

Vu le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et notamment le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durable, les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement et ses documents graphiques associés et les annexes,

Considérant que le projet de révision du P.L.U. est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration.

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- tire le bilan de la concertation préalable,
- arrête le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Baume de Transit tel qu'il est annexé à la présente,
- précise que le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme sera communiqué pour avis :

Aux Personnes publiques associées :

- au préfet de la Drôme;
 - au président du conseil régional Rhône-Alpes;
 - au président du conseil général de la Drôme;
 - aux représentants des chambres consulaires (métiers, commerce et industrie, agriculture) ;
 - au Président de la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles – CDCEA.
-
- indique que la délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,

Le Maire,

JL GAUDIBERT



RECUP 25

COMMUNE DE LA BAUME DE TRANSIT



ARRET DU PROJET DE REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

BILAN DE LA CONCERTATION

Tout au long de la révision du P.L.U., la concertation s'est incarnée au travers de différentes modalités, conformément aux dispositions établies dans la délibération de prescription du P.L.U. :

Les articles dans la presse

Outre les affichages dans les lieux publics, les permanences en mairie avec le Maire, la commune a consacré des articles dans la presse à l'avancement du P.L.U., informant ainsi les lecteurs du franchissement des différentes étapes administratives du dossier, des problématiques et grandes orientations du document d'urbanisme, au fur et à mesure de son avancement.

Dates de parutions des bulletins municipaux comportant des articles traitant du P.L.U. :

- 4ème trimestre 2008,
- 4ème trimestre 2009,
- 2ème trimestre 2010,
- 3ème trimestre 2010,
- 2ème trimestre 2011,
- 3ème trimestre 2011,
- 4ème trimestre 2011,
- 1er trimestre 2012,
- 2ème trimestre 2012.

La mise à disposition en mairie des éléments du dossier, accompagnés d'un registre de concertation

Dans le cadre de la mise à disposition des éléments du dossier (avant et après les réunions publiques) pendant toute la durée des études et au fur et à mesure de l'avancement du P.L.U., les quelques remarques formulées sur le registre de concertation ont concerné :

- soit des demandes de classement en zone constructible de terrains classés en zone agricole ou naturelle dans le P.O.S.,
- soit des demandes de maintien de la constructibilité dans le P.L.U. de parcelles constructibles dans le P.O.S.

Ces demandes de constructibilité de tel ou tel terrain n'ont pas véritablement constitué de valeur ajoutée dans les réflexions menées sur le devenir de la commune, un projet de P.L.U. ne pouvant s'appuyer sur l'accumulation de demandes de constructibilité de tel ou tel terrain, mais sur une démarche globale de recherche de l'intérêt général.

Les réunions publiques

Deux réunions publiques ont été organisées :

- Le 25 novembre 2010 à 18 H 15.
- Le 22 mai 2012 à 18 H 30.

Contenus présentés aux réunions :

Lors de la première réunion publique, la commune a pu :

- informer les participants sur la méthodologie de révision du PLU,
- présenter le diagnostic territorial, les grands principes définis par la loi (mixité sociale, économie de l'espace, lutte contre l'étalement urbain, satisfaction des besoins en logements, diversification du parc, limitation des déplacements, protection de l'exploitation agricole et de l'environnement naturel, intégration des risques naturels et de la problématique d'assainissement...).
- proposer les premières pistes d'orientations générales.

A la deuxième réunion publique, après l'explication des orientations générales retenues et déclinées dans le PADD, la commune a présenté la traduction réglementaire de ces orientations et notamment, pour que chacun puisse prendre connaissance du classement des différentes parties de la commune (zones Urbaines, A Urbaniser, Agricoles et Naturelles). Il a été aussi rappelé que si c'est bien la commune qui mène l'élaboration du P.L.U., elle doit intégrer un ensemble législatif complexe défini dans le code de l'urbanisme, qui pose notamment comme principes de base la mixité sociale, la diversité des formes bâties, l'économie de l'espace, la lutte contre l'étalement urbain, la protection des espaces naturels et agricoles.

La commune a aussi rappelé qu'elle a dû intégrer le principe de protection forte de la zone Natura 2000 qui occupe une petite partie du territoire. Elle a aussi souligné le principe de protection du parvis agricole qui permet d'admirer le village et son château depuis la plaine, en cohérence avec l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

Bilan

Ces deux réunions publiques, sur la base des éléments exposés par la commune, ont permis aux habitants de s'exprimer sur un certain nombre de sujets. Les avis recueillis ont pu être intégrés au projet, lorsqu'ils étaient constructifs et compatibles avec la loi et l'intérêt général.

Certains des habitants de La Baume de Transit présents aux réunions se sont exprimés en premier lieu sur les options proposées en terme de croissance démographique et de localisation de l'urbanisation nouvelle qui portera cette croissance, sur ses justifications et ses conséquences pour les autorisations d'occupation et d'utilisation du sol. Ont notamment fait l'objet d'un consensus :

- Les mesures de protection du village, qu'il s'agisse du bâti lui-même, du tissu urbain ou des cônes de visibilité principaux qui permettent de percevoir ce bâti historique,
- Le principe de cohérence entre réseaux et zones constructibles, établi notamment pour limiter la dépense publique,
- Le principe de diversification de l'offre en logements, pour permettre aux jeunes ménages de rester dans la commune ou de s'installer plus facilement, sous réserve toutefois que l'équilibre soit préservé entre habitat locatif et habitat en propriété, dans une commune qui a déjà fait des efforts dans le développement du logement aidé,
- Le principe de prise en compte des risques naturels, même si quelques personnes ont mis en doute la pertinence des zones de risques.

Certains habitants ont toutefois exprimé le souhait de préserver le caractère pavillonnaire de l'urbanisation là où ils habitent ou de ne pas voir l'urbanisation se développer à proximité de leurs logements. Il a été demandé quelles seraient les densités dans les zones A Urbaniser. En réponses, la municipalité a expliqué que la densité dans les zones A Urbaniser serait d'une vingtaine de logements à l'hectare. Cette densité a traduit les objectifs de la réglementation (lutte contre l'étalement urbain) et le nécessaire effort d'économie de terrain (bien non renouvelable) pour construire des logements.

Concernant la question du maintien du caractère aéré de l'urbanisation, il a été précisé que les nouvelles dispositions législatives demandent aux communes de mieux rentabiliser le foncier et donc de densifier l'urbanisation. Toutefois, pour tenir compte des demandes de

l'existant et de la spécificité de La Baume de Transit, le projet a répondu au souhait largement partagé d'une évolution graduée de l'espace bâti, en favorisant sans excès la densification selon un règlement qui permette une rentabilisation plus importante du sol, mais sans rupture totale et sur des superficies limitées.

Sur la question de la densité dans les zones partiellement bâties, il a été rappelé que conformément au code de l'urbanisme, il n'est pas possible de définir une superficie minimale de terrain pour construire dès lors que la parcelle est raccordée au réseau public d'assainissement. Toutefois, pour éviter un dérive vers la sur densification, la commune a introduit dans le règlement du P.L.U. la notion de Coefficient d'Occupation du Sol maximum.

En réponse aux demandes de précisions sur la constructibilité de tel ou tel terrain, il a été expliqué que la définition des zones constructibles relève notamment de la prise en compte des objectifs de la commune et de l'état initial du territoire (capacité d'accueil souhaitée, respect du paysage, des grandes entités agricoles, présence nécessaire des équipements, intégration des risques naturels...) et que de ce fait, il n'est pas possible de définir des espaces constructibles n'importe où dans le territoire, ou en quantité trop importante au regard du niveau d'équipement de la commune et de son souhait d'une évolution graduée. Il a été précisé également que c'est au moment de l'enquête publique que chacun pourra exprimer ses souhaits personnels en matière de constructibilité.

Concernant l'assainissement :

La commune a rappelé qu'il était nécessaire de construire une nouvelle station d'épuration, l'actuelle se trouvant en zone inondable et n'étant plus en mesure d'assurer le traitement des eaux usées de l'ensemble des logements qui sont programmés dans les zones constructibles où d'urbanisation future.

Une partie des habitants a manifesté ses craintes de se retrouver à proximité d'un tel ouvrage et d'en subir les nuisances.

La commune a entendu ces craintes et s'est engagée à ce que la nouvelle station d'épuration soit éloignée du village et des zones d'habitat principales et implantée sur un terrain (dont la localisation n'avait pas encore été déterminée lors de la réunion publique) qui, en satisfaisant l'ensemble des conditions techniques propres à la STEP soit situé dans un secteur le moins dense possible en habitations.

Concernant l'urbanisation dans les anciennes zones NB du P.O.S. :

Il a été précisé que la nouvelle réglementation et les objectifs de la commune, de centrer l'urbanisation autour du village et des services publics impliquaient la réduction de ces zones périphériques, situées souvent dans des secteurs à enjeux environnementaux.

Au final, si le P.L.U. a soulevé quelques réprobations sur le renoncement à l'urbanisation diffuse, qui a conduit au reclassement en zone agricole ou naturelle de terrains constructibles dans le P.O.S., si des inquiétudes ont été émises quant à la création d'une nouvelle station d'épuration, la majorité a souscrit aux principes d'une urbanisation nouvelle qui reste proche fonctionnellement du village et des services sans remettre en cause les principaux cônes de vues sur la Baume, élément clé de l'identité de la commune, ni bouleverser les rapports de voisinages (plus de densité mais pas de rupture avec l'espace bâti récent), au travers de la promotion d'un habitat intermédiaire.

1

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA BAUME DE TRANSIT**

Nombre de conseillers en exercice : -----15
Nombre de conseillers présents : -----11
Nombre de conseillers votants : -----13



L'AN DEUX MIL HUIT LE 03 NOVEMBRE A 18 H 15

Le conseil municipal de la commune de LA BAUME DE TRANSIT, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis GAUDIBERT, Maire.

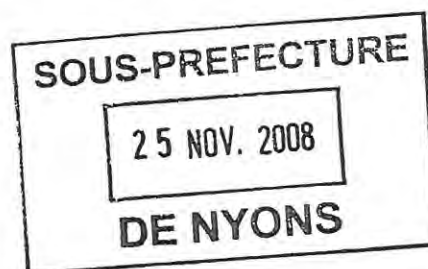
Date de convocation des membres du conseil municipal : le 27 octobre 2008.

PRESENTS :

Mr le Maire, Mrs Bazzini, Guindon, Rambaud, Cloche, Martin, Grassin Delyle, Lapeyre Eric, Mmes Marturier Ranc, Bourdat.

ABSENTS :

Mrs Martinat et Roig.
Mr Paillard, donne procuration à Mme Bourdat;
Mme Bouregghda, donne procuration à Mr Gaudibert



SECRETAIRE DE SEANCE : M. Aimé RAMBAUD.

OBJET : Prescription de la révision d'un plan local d'urbanisme.

M. le Maire expose que la révision de l'ancien POS en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U) est rendue nécessaire en raison de l'ancienneté de la précédente révision qui date de 1998, et dont une réactualisation des règles d'utilisation des sols et d'aménagement de l'espace notamment par le zonage s'impose dix ans après.

Les priorités étant :

- De définir un modèle de développement qui associe la qualité des espaces naturels, le tissu urbain existant et les zones à aménager.
- Organiser en concertation élargie l'espace communal en terme de diversité de logements, de services et d'équipements.
- Concilier développement spatial et mixité sociale
- s'inscrire dans une relation équitable entre la collectivité, les propriétaires fonciers et les habitants.

Considérant que le POS a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 09 novembre 1998 ;

- Qu'il y a lieu de mettre en révision le nouveau plan local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux articles R 123.1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- Qu'il y aura lieu éventuellement de déterminer l'association des personnes publiques de l'Etat à l'élaboration de la révision du plan local d'urbanisme, conformément à la l'article L 123.7 du code de l'urbanisme ;
- Qu'il y a lieu conformément à l'article L 300.2 du code de l'urbanisme de préciser les modalités de concertation.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- 1 - de prescrire la révision du PLU sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L 123.6 à L 123.12 du code de l'urbanisme.
- 2 - De lancer la concertation préalable avec les modalités suivantes :
 - Article dans la presse et le bulletin municipal, réunions avec le public, affichage dans les lieux publics, dossier mis à disposition à la mairie, permanences en mairie avec le Maire.

Cette concertation se déroulera jusqu'à l'arrêt du projet de PLU à l'issue duquel le conseil municipal en tirera le bilan par la même délibération.

- 3 - qu'un débat aura lieu au sein du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable conformément aux articles L 123.9 et L 123.1, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de PLU.
- 4- de demander, conformément à l'article L 121.2 du code de l'urbanisme, que les services de la direction départementale de l'équipement soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure de révision du PLU et de charger un cabinet d'urbanisme de la réalisation des études nécessaires à la révision du PLU.
- 5 - De donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant, ou convention de prestation ou de service nécessaires à l'élaboration de la révision du PLU.
- 6 - De solliciter de l'ETAT, conformément au décret 83-1122 du 22 décembre 1983, qu'une dotation (D.G.D en Urbanisme), soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels (et d'études) nécessaires à la révision du PLU.
- 7 - Dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré (chapitre 20 – article 202).

Conformément à l'article L 123.6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera transmise au préfet, et notifiée :

- aux présidents du conseil régional et du conseil général ;
- aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de la chambre de l'agriculture ;

Conformément aux articles R 123.24 et R 123.25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,

Le Maire,
JL GAUDIBERT

